

Aéroport Félix-Éboué



## MARCHE DE SERVICE

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

### *Maître d'Ouvrage*

Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Région Guyane  
(C.C.I.R.G.)

### *Objet du Marché*

**Maîtrise d'œuvre – travaux de piste  
2020/2022  
aéroport international de Cayenne Félix EBOUE**

**N° DE MARCHE : CCI973-AERO-1520**

## AP.1 PROCEDURE - OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS

### 1.1- PROCEDURE

La procédure adaptée est retenue pour cette consultation. C'est un accord-cadre passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-2 du Code de la commande publique. Cet accord-cadre fera l'objet de bons de commande pour chaque mission.

### 1.2 - OBJET

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché public de **maîtrise d'œuvre** relatif à l'opération **de travaux de réfection sur la piste de l'aéroport Cayenne Félix EBOUE** et ayant pour objet la réalisation de la mission définie au sein du Cahier des charges.

### 1.3 - CONTRACTANTS

Il est conclu entre :

- la personne publique désignée dans l'acte d'engagement, dénommée « **maître d'ouvrage** » dans le présent CCAP
- et le titulaire du marché désigné dans l'acte d'engagement dénommé « **maître d'œuvre** » dans le présent CCAP.

Les dispositions sont détaillées dans le cahier des charges.

☒ Il ne fait pas suite à un concours d'architecture et d'ingénierie organisé par le maître d'ouvrage.

Les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa notification au maître d'œuvre.

## AP.2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### 2.1 - PIECES PARTICULIERES

- ▮ Le présent CCAP.
- ▮ Le CCTP.
- ▮ L'acte d'engagement (AE) et son annexe décomposition du prix forfaitaire.
- ▮ Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage.
- ▮ Le Cahier des charges commun aux sous-traitants de l'aéroport Cayenne Félix Eboué

### 2.2 - PIECES GENERALES EN VIGUEUR LE 1ER JOUR DU MOIS DE L'ETABLISSEMENT DES PRIX (MOIS M0)

- ▮ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) sous réserve des dérogations expressément prévues au sein du présent CCAP.
- ▮ Le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, selon le Livre IV : dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre ;
- ▮ L'Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- ▮ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.

## 2.3 - NANTISSEMENT - CESSIONS DE CREANCES

L'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original délivré en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique (CCP).

### AP.3 LE MAÎTRE D'OUVRAGE

#### 3.1 - ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

☒ La personne représentant le pouvoir adjudicateur :

La personne représentant le pouvoir adjudicateur est chargée de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés. Elle signe les marchés.

**Président de la chambre de commerce et d'industrie de Région Guyane**

☐ Le mandataire : **Le service aéroportuaire.**

Le mandataire représente le maître d'ouvrage à l'égard des tiers, dans l'exercice des attributions qui lui sont confiées.

☒ Le conducteur d'opération :

Le conducteur d'opération assure une mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique.

**Le chef du service Technique de l'aéroport de Cayenne Félix Eboué.**

#### 3.2 - PIECES ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

En application de l'article L. 2412-1 du Code de la commande publique, Il appartient au maître d'ouvrage :

- ▮ de définir le programme de l'opération envisagée et l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante, en précisant sa décomposition et notamment la partie de l'enveloppe affectée aux travaux
- ▮ de fixer les objectifs de développement durable et de maintenance, s'ils ne font pas partie du programme
- ▮ d'indiquer le délai prévisionnel de réalisation de l'opération
- ▮ d'indiquer le mode de dévolution prévisionnel des marchés de travaux.

### AP.4 LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

#### 4.1 – CONTRACTANT UNIQUE

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée dans l'acte d'engagement.

#### 4.2 - COTRAITANTS

##### 4.2.1 - Groupement de maîtrise d'oeuvre

Le groupement est obligatoirement solidaire.

##### 4.2.2 - Le mandataire

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis de la personne responsable du marché, et coordonne les prestations des membres du groupement.

#### 4.3 - SOUS-TRAITANTS

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage, dans les conditions définies aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

#### AP.5 AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage communiquera la liste nominative des intervenants et leurs missions respectives au fur à mesure de l'avancement du projet.

#### AP.6 MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP.

##### 6.1 - MISSION DE BASE

- ☒ Esquisse
- ☒ Etudes d'avant projet sommaire
- ☒ Etudes d'avant projet définitif
- ☒ Etudes de projet – Permis
- ☒ Assistance à la passation des contrats de travaux
- ☒ Visa
- ☒ Direction de l'exécution des contrats de travaux
- ☒ OPR - Réception

Les prestations à réaliser au titre de cet élément de mission s'entendent pour :

- une durée prévisionnelle d'exécution des travaux de A définir par le maître d'œuvre mais ne devant pas dépasser le 31/10/2022

- le mode de dévolution des marchés de travaux par :

☐ entreprise générale      ☐ entreprises groupées      ☒ corps d'état séparés

Suivant dossier du maître d'œuvre.

- une fréquence de réunions de 1 par semaine (semaine, mois, etc.)  
chantier de :

- la participation moyenne de 1 personnes de l'équipe de maîtrise d'œuvre aux réunions de chantier.

- ☒ Assistance aux opérations de réception

## 6.2 - AUTRES MISSIONS

- ☒ Réalisation procédure administrative, permis de construire, autorisation de travaux, autres...
- ☒ Réalisation des Dossiers de consultation des missions d'ingénierie. Etude, contrôle technique, SPS ....
- ☒ Mission réalisation des projets en mode 3D dynamique en phase APD et PRO pour toutes les solutions.

## AP.7 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

### 7.1 - INFORMATIONS RECIPROQUES DES COCONTRACTANTS

#### 7.1.1 - Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire (par exemple, le maître d'ouvrage devra communiquer une copie de toutes les pièces annexées à l'arrêté de permis de construire)
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

#### 7.1.2 - Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

#### 7.1.3 - Secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

### 7.2 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément au CCAG-PI, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

### 7.3 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

## 7.4 - PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE

### 7.4.1 - En phase Etudes

#### ► Conditions de présentation des prestations par le maître d'œuvre

- Délais d'établissement des documents d'études : ils sont fixés dans le planning remis par le candidat.
- Présentation des documents

Par dérogation au CCAG-PI, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées. Planning de l'opération faisant foi.  
Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.

- Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage sont les suivants :

	Point de départ des délais de présentation des études	Nombre d'exemplaires
Etudes d'avant projet sommaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Date d'effet indiquée dans l'ordre de service</li> <li>• A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.</li> </ul>	5
Etudes d'avant projet définitif		5
Etudes de projet (Par zone d'intervention) Plan EXE		5
Dossier de consultation des entreprises		5
Visa		
Dossier des ouvrages exécutés	Date de la réception des travaux	5

- Format et support choisis pour la remise des études

Les études sont remises au maître d'ouvrage sur le support suivant :

**PAPIER**  
(papier, CD, DVD, mail, etc.)

Les formats informatiques sont

**DWG pour les plans**  
**Document modificatif (WORD-Excel)**  
**Et**  
**PDF**

## **D Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage**

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants : 2 semaines pour toutes les étapes.

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au CCAG-PI.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

## **7.4.2 - En phase Travaux**

### **D Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Conformément au CCAG applicable aux marchés de travaux, le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Lors de modification du décompte, il sera exigé un document spécifique du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies au CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

#### Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à **10 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

### **D Visa des études faites par les entrepreneurs**

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard **10 jours** après leur réception.

Le visa du maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

### **D Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs**

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément au CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies au CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

#### Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à **15 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

### **7.5 - ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE**

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

#### **7.5.1 - Forme de la notification**

L'ordre de service est remis au maître d'oeuvre contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **7.5.2 - Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage**

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

#### **7.5.3 - Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves**

- Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.
- Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appelle des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours calendaires ; le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

### **7.6 - AVENANTS NEGOCIES AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE**

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions des articles R 2432-2 à R 2437 du code de la Commande publique.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle,
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage,
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre
- au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études



- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

## 7.7 - ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées au CCAG Travaux.

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet
- notification de la date de commencement des travaux
- passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- interruption ou ajournement des travaux
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage,

le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des contrats de travaux » (DET), le candidat est chargé de rédiger, signer, expédier tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur dans les conditions ci-dessous :

- Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009.
- Par ailleurs, le MOE rédige et soumet à la signature du MO les ordres de service concernant les décisions du MO relatives :
  - à la notification de la date de commencement des travaux ;
  - au passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle ;
  - à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus.
- Les ordres de service sont transmis en copie au MO, qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

## 7.8 - ACHEVEMENT DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

La mission du MOE s'achève à la fin du dernier délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1, 2<sup>e</sup> alinéa, du CCAG applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du MOE, par le MO, dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant que le prestataire a rempli toutes ses obligations.

## **AP.8 RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE**

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire :

- ☐ Il est à prix révisable
- ☒ **Il est à prix ferme durant toute la durée du marché**

La rémunération du maître d'œuvre est établie :

- ☐ au temps à passer sur la base d'un devis
- ☒ **Selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux (fixé en stade de l'APD validé par le maître d'ouvrage)**
- ☐ au temps à passer sur la base d'un devis et selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux.

### **8.1 - CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHE**

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le Cahier des charges du marché.

Le caractère forfaitaire du marché n'interdit pas de convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au contrat.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

### **8.2 - ETABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION**

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article R 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la négociation du marché :

- contenu de la mission fixée par le Cahier des charges et les assurances à souscrire
- programme
- partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles.
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- mode de dévolution des marchés de travaux
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- continuité du déroulement de l'opération.

### 8.3 - PASSAGE AU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir l'une des méthodes suivantes :

☐ Libre négociation

☐ Dans le cas où la rémunération est calculée au temps à passer :

Le montant définitif de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'APD est négocié en fonction de leur durée estimée et de leur complexité induites par le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre. Ce montant prend en compte l'éventuel surcoût de l'assurance du maître d'œuvre lié à l'augmentation du coût des travaux.

Le montant de la rémunération des éléments de mission antérieurs à l'engagement du maître d'œuvre est définitif.

☒ Dans le cas où la rémunération est calculée au pourcentage, application de la formule suivante :

**Montant définitif de la rémunération** = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération

Quelle que soit la méthode choisie par les parties :

- L'incidence éventuelle, sur les prestations de maîtrise d'œuvre, de l'évolution des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre cités à l'article 8.2, qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.
- La fixation de la rémunération définitive ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 7.6 relatif aux avenants négociés avec le maître d'ouvrage.

### 8.4 - MODALITES DE REVISION

#### 8.4.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé à l'acte d'engagement.

#### 8.4.2 - Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre

Le prix est ferme et non révisable durant la totalité du marché.

### 8.5 - MODALITES D'ACTUALISATION DU PRIX FERME EN CAS DE MARCHE À COURTE DUREE

Sans objet

### 8.6 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

## **AP.9 ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET PÉNALITÉS**

### **9.1 - ENGAGEMENT DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION**

#### **9.1.1 - Avant la passation des marchés de travaux**

##### **► Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage**

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

##### **► Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux**

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

##### **► Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement**

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

##### **L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 5 %**

**Seuil de tolérance** = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

##### **► Prise en compte des modifications intervenues**

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, conformément à l'article 7.6.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

##### **► Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

##### **► Respect de l'engagement du maître d'œuvre**

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

Une prime pourra être allouée au maître d'œuvre dans les cas suivants :

- Respect en fin de chantier du montant des travaux notifiés
- Réduire au maximum le montant des travaux par des solutions techniques

### ► Conséquences du non respect de l'engagement

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Dans ce cas, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

## 9.1.2 - Après la passation des marchés de travaux

### ► Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

### ► Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

**Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %**

**Seuil de tolérance** = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

### ► Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

**Le coût de référence** est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

### ► Conséquences du non respect de l'engagement

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

**Montant de la pénalité** = (coût de référence - seuil de tolérance) x 10 % (taux de pénalité)

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## 9.2 - PENALITES DE RETARD APPLICABLES A LA MAITRISE D'ŒUVRE

### 9.2.1 - Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés dans l'acte d'engagement, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de :

100 €	pour les éléments de mission APS – APD – PRO - ACT/DCE
100 €	pour l'élément de mission AOR correspondant au DOE
	déduction faite des jours de retard imputables aux entreprises

### 9.2.2 - Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final

Si le délai fixé à l'article 7.4.2 n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à **100 €**.

Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de 2 points.

### 9.2.3 - Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de **2 semaines** à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de **100 €**

## AP.10 RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

### 10.1 - LES AVANCES FORFAITAIRES

#### 10.1.1 - Les avances versées au titulaire

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €, l'avance forfaitaire prévue à l'article R 2191-3 du code de la Commande publique est versée au titulaire, sauf en cas de refus de celui-ci.

Le maître d'ouvrage peut également prévoir le versement de cette avance même lorsqu'elle n'est pas obligatoire.

#### ► Si le montant du marché est inférieur à 50 000 € HT

☒ Aucune avance forfaitaire n'est versée au maître d'œuvre.

☐ Une avance forfaitaire est versée au maître d'œuvre.

#### ► Si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT

☒ Une avance forfaitaire est versée au maître d'œuvre.

☐ Le maître d'œuvre refuse l'avance forfaitaire.

#### ► Montant de l'avance forfaitaire

Le montant de l'avance forfaitaire est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée du marché est égale ou inférieure à 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance forfaitaire est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial divisé par la durée du marché.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix

### 10.1.2 - Les avances versées aux sous-traitants

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, lorsque le montant de leurs prestations est au moins égal à 50 000 € HT.

Le titulaire transmet immédiatement à la personne responsable du marché la demande de versement, dont le montant est égal à 5% du montant des prestations sous-traitées, émise par le sous-traitant.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées à l'article R2191-6 et suivants du code de la Commande publique.

## 10.2 - LES AVANCES FACULTATIVES

☐ Une avance facultative, qui se substitue à l'avance forfaitaire et ne peut excéder 30% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, est accordée au titulaire.

☒ **Aucune avance facultative n'est accordée.**

Le montant et les conditions de versement et de remboursement de l'avance facultative sont fixés en annexe et ne peuvent être modifiés par avenant.

## 10.3 - LES ACOMPTES

### 10.3.1 – Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

#### ► Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission. Il sert de base à l'établissement, par le maître d'œuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

#### ► Projet de décompte périodique

Pour l'application du CCAG-PI, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage son projet de décompte périodique **par tout moyen dématérialisé** ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

#### ► Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues, du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études et calculées conformément à l'article AP 9.2.

#### ► Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent,

- 2) l'incidence de la TVA,
- 3) l'incidence de la variation des prix,
- 4) le montant total de l'acompte à verser qui est égal à la somme des montants des 1°, 2° et 3° ci-dessus, éventuellement augmentée des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte périodique du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

### 10.3.2 - Modalités de règlement de l'acompte

#### ► La demande d'acompte

Le maître d'œuvre envoie à la personne responsable du marché, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement, **par tout moyen dématérialisé** ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

#### ► Echancier de paiement des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément à **l'article R2191-20** du code de la Commande publique, et dans la limite de l'échancier ci-dessous :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Etudes d'avant projet sommaire	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes d'avant projet définitif	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes de projet	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des contrats de travaux	50% à la remise du DCE 30% à la remise du rapport d'analyse des offres 20% après la mise au point des marchés de travaux
VISA	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des contrats de travaux	90% $\frac{DET}{n}$ n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier 10% à la remise du décompte général définitif
Assistance aux opérations de réception	65 % au prorata des réceptions effectuées avec réserves 15 % à la levée des réserves 15 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

### 10.4 - LE SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article AP 7.8 du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

#### ► Décompte final

Le décompte final définissant la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, établi par le maître d'ouvrage, comprend :

- 1) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final établi par le maître d'œuvre
- 2) la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage



3) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre conformément à l'article AP 9.2 du présent CCAP.

#### ► Décompte général - Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de 30 jours.

Le décompte général comprend :

- 1) le décompte final ci-dessus
- 2) la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
- 3) le montant en prix de base, hors TVA, du solde. Ce montant est la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique ( $3^{\circ} = 1^{\circ} - 2^{\circ}$ )
- 4) l'incidence de la TVA
- 5) l'incidence de la variation des prix appliquée sur le montant du solde ( $3^{\circ}$ )
- 6) l'état du solde à verser au maître d'œuvre (montant du solde + TVA + incidence de la révision)
- 7) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général
- 8) le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif après acceptation (signature) par le maître d'œuvre.

#### 10.5 - DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux applicable est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement.

### AP.11 ASSURANCES

#### 11.1 - OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé par le maître d'œuvre de la possibilité de souscrire, avant l'ouverture du chantier, une assurance de dommages à l'ouvrage, dans les conditions prévues à l'article L.242-1 du code des assurances. Cette assurance couvre les dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage construit ou qui le rendent impropre à sa destination, et qui, en principe, sont apparus après l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement.

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé en outre de la possibilité de souscrire des assurances complémentaires couvrant notamment :

- les dommages subis par l'ouvrage pendant l'exécution des travaux
- les dommages subis par les existants du fait de l'exécution des travaux (c'est-à-dire subis par les parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et appartenant au maître d'ouvrage)
- les dommages causés aux avoisinants du fait de l'exécution des travaux (c'est-à-dire causés aux bâtiments voisins ou aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et n'appartenant pas au maître d'ouvrage)

Par ailleurs, lorsque l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage est maintenue pendant l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage déclare avoir été informé :

- de la possibilité d'assurer la responsabilité qu'il encourt du fait des dommages résultant de l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage
- de la nécessité de vérifier que cette utilisation est bien prise en compte par les assurances de responsabilité des entrepreneurs

## 11.2 - OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. **Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.**

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

## AP.12 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le projet est la propriété intellectuelle du maître d'ouvrage. Toute diffusion devra obligatoirement avoir l'accord du maître d'ouvrage.

## AP.13 DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION

### 13.1 - RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS

#### 13.1.1 - Conciliation par un tiers

Sans objet

#### 13.1.2 - Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article D2197-15 du code de la commande publique).

### 13.2 - RÉSILIATION DU MARCHÉ SANS INDEMNISATION APRES CHAQUE PHASE

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au sein du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

#### 13.2.1 - Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément au CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

### 13.2.2 - Résiliation sur demande du maître d'œuvre

Conformément au CCAG PI, si le maître d'œuvre rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

### 13.2.3 - Résiliation aux torts du maître d'œuvre

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus au CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations sont réglées sans abattement.

## 13.3 - TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir :

☒ le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage

☐ le tribunal administratif dans le ressort duquel les travaux ont été exécutés

## AP.14 DÉROGATIONS AUX CCAG-

Articles du présent CCAP
article 7.4.1 – CCAG-TVX
article AP 12 – CCAG-PI

Fait à ....., le .....

Lu et approuvé par le maître d'œuvre,  
(cachet + signature)